FACTSHEET

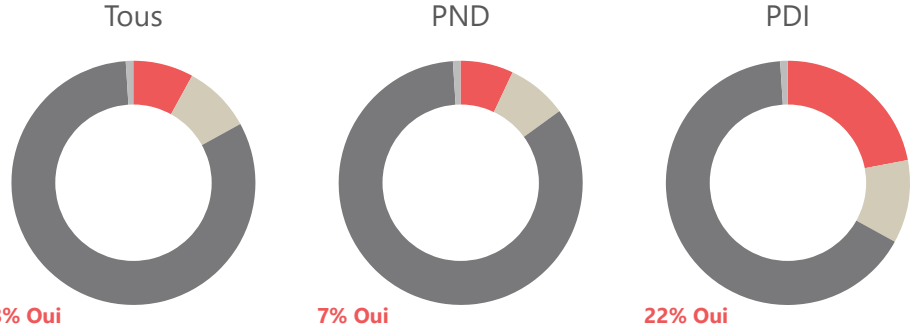
Protection

Janvier, 2024
Mali

MESSAGES CLÉS

- Les **régions où les ménages ont le plus rapporté avoir fait face à des restrictions de mouvements en se déplaçant dans et en dehors de leur localité** etaient **Ménaka** pour 37% des ménages composés de personnes déplacées (PDI) et 22% des ménages de personnes non-déplacées (PND) et **Mopti** pour 28% des ménages PDI.
- Dans l'ensemble, **seuls 27% des ménages déclaraient avoir connaissance des services essentiels de protection** au moment de la collecte de données. **Ménaka** etait la région où les membres du ménage avaient une meilleure **connaissance des services de protection** (84%) et d'accès à ces services (96%).

Figure 1: Restrictions de mouvements au cours des 3 derniers mois précédant la collecte.



Niveaux administratifs où les ménages ont rapporté des restrictions de mouvements.

4% des ménages **PND** ont rapporté avoir fait face à des restrictions de mouvements dans leur localité, 4% dans leur commune et 1% dans leur région.
12% des ménages **PDI** ont rapporté avoir fait face à des restrictions de mouvements dans leur localité, 16% dans leur commune et 10% dans leur région.

80% des ménages PND rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 32% n'étaient pas en mesure d'en obtenir, principalement en raison de l'impossibilité d'assumer les coûts liés à la documentation (56%) ou encore en raison de l'absence d'administration (25%).

51% des ménages PDI rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 61% n'étaient pas en mesure d'en obtenir, principalement en raison de l'impossibilité d'assumer les coûts liés à la documentation (60%) ou encore en raison de leur perte lors d'un déplacement forcé (34%).

CONTEXTE & JUSTIFICATION

Depuis 2012, le Mali connaît une crise humanitaire profonde caractérisée par des conflits prolongés et des chocs climatiques récurrents, notamment la sécheresse et des inondations saisonnières[1]. En 2023, la situation humanitaire continue de se détériorer, avec une augmentation des déplacements internes et des difficultés d'accès aux services de base, avec une aggravation des facteurs déterminants tels que les conflits armés, les violences intercommunautaires et les perturbations climatiques[2].
La recherche sur la protection vise à identifier la connaissance et l'accès aux services de protection (tels que les services essentiels de protection de l'enfant ou les services de santé reproductive), les possibles restrictions de mouvements et les questions liées à la protection qui affectent les ménages.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

L'objectif de cette aproche est d'informer les processus de planification humanitaire en améliorant la disponibilité des données comparables sur les besoins multisectorectriels, les priorités, les préférences et les perceptions des personnes affectées par la crise afin de soutenir la prise de décision humanitaire.

MÉTHODOLOGIE:

En 2023, REACH a mis en oeuvre l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) pour la troisième année consécutive au Mali. L'objectif de ces MSNAs était d'informer les processus de planification humanitaire en améliorant la disponibilité des données comparables sur les besoins multisectorectriels, les priorités, les préférences et les perceptions des personnes affectées par la crise afin de soutenir la prise de décision humanitaire. Elle se base sur une approche quantitative auprès des personnes déplacées internes (PDI) et non déplacées (PND) .

Table 1: Problèmes liés au logement, à la terre et à la propriété*.

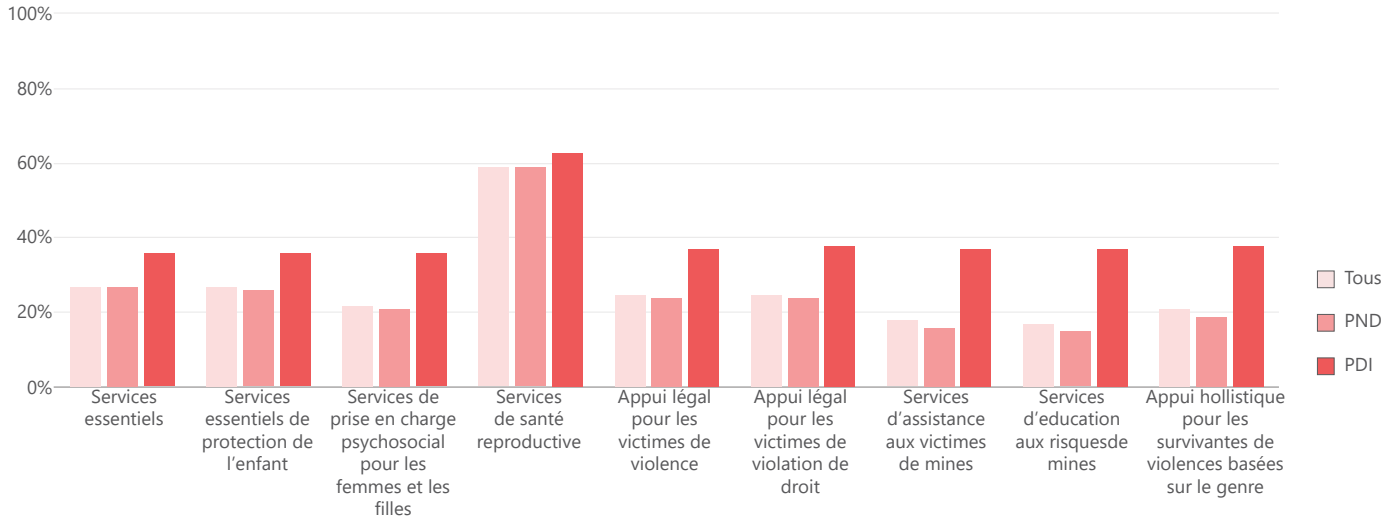
Problèmes	Tous	PND	PDI
Aucun problème	71%	71%	69%
Vols d'animaux	17%	17%	16%
Accès au logement	6%	5%	10%
Accès à la terre	5%	5%	9%
Destructions des cultures par les animaux	7%	8%	4%

Plusieurs réponses possibles

10% des ménages PDI ont rapporté avoir été victimes d'une éviction forcée au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données.

La région qui compte le plus grand nombre de ménages ayant été **victimes d'une éviction forcée** est celle de Gao (10%), avec 15% des ménages PDI et 7% des PND rapportant avoir été victimes au cours des 6 derniers mois précédant la collecte. Cependant, ce sont les cercles de Bourem (37%) et d'Asongo (37%) où les ménages PDI ont le plus rapporté avoir été touchés.

Figure 2: Connaissances des services essentiels de protection des ménages*.



Dans l'ensemble, **seuls 27% des ménages déclaraient avoir connaissance des services essentiels de protection** au moment de la collecte de données.

Parmi les ménages qui connaissaient les services de protection, la majorité n'a eu aucun problème (91%) pour y accéder et les ont décrits comme fonctionnels (98%).

Plusieurs réponses possibles.

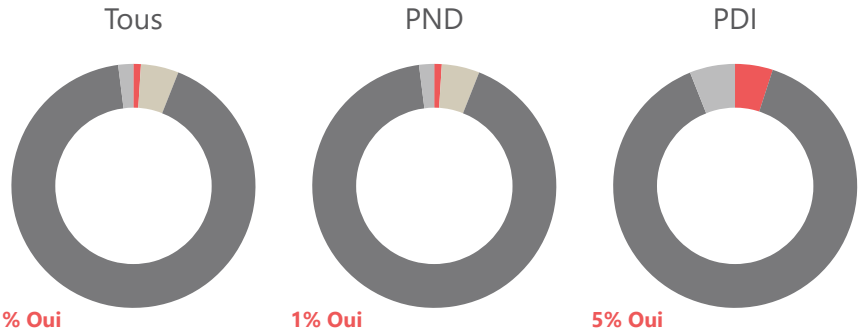
Table 2: Raisons du manque d'accès aux services essentiels de protection*.

	Raisons financières	Distance à parcourir	Insécurité sur la route	La route n'est pas accessible pour les personnes à mobilité réduite	Ne sait pas
Tous	44%	50%	10%	4%	15%
PND	43%	51%	10%	4%	16%
PDI	53%	36%	13%	1%	5%

Plusieurs réponses possibles

Protection dans la région de Kayes

Figure 3: Restrictions de mouvements au cours des 3 derniers mois précédant la collecte.



1% Oui
5% Personne n'a essayé de se déplacer
92% Non
2% Ne sait pas

1% Oui
5% Personne n'a essayé de se déplacer
92% Non
2% Ne sait pas

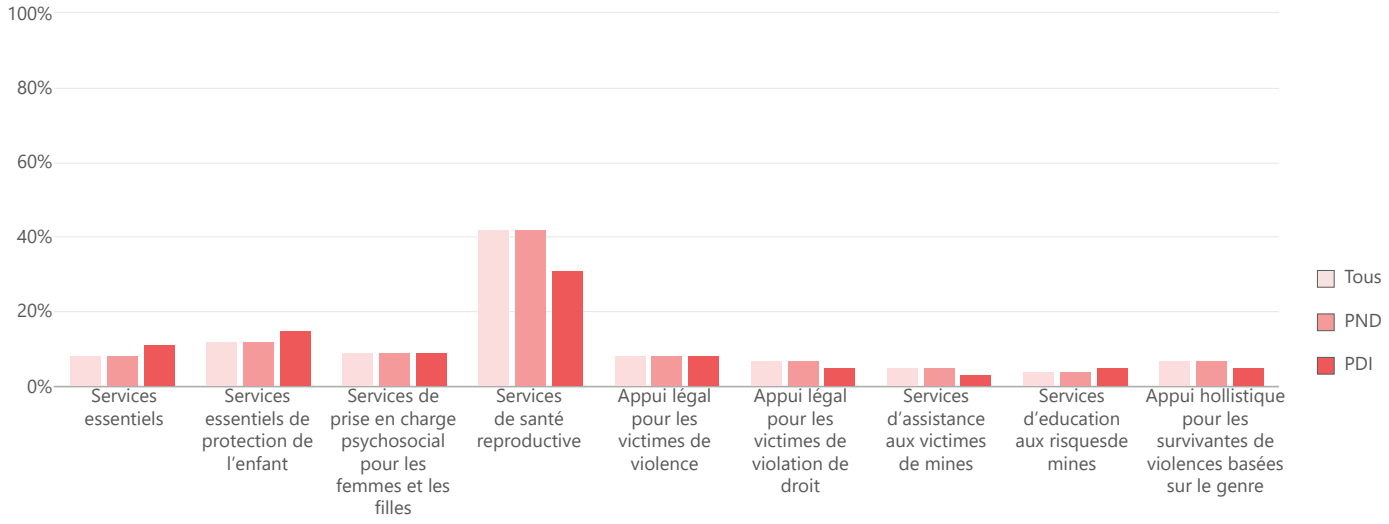
5% Oui
89% Non
6% Ne sait pas

Les restrictions de mouvements les plus importantes ont été observées entre les localités, d'après les ménages interrogés.

Dans la région de Kayes, 89% des ménages PND rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 42% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Dans la région de Kayes, 70% des ménages PDI rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 32% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

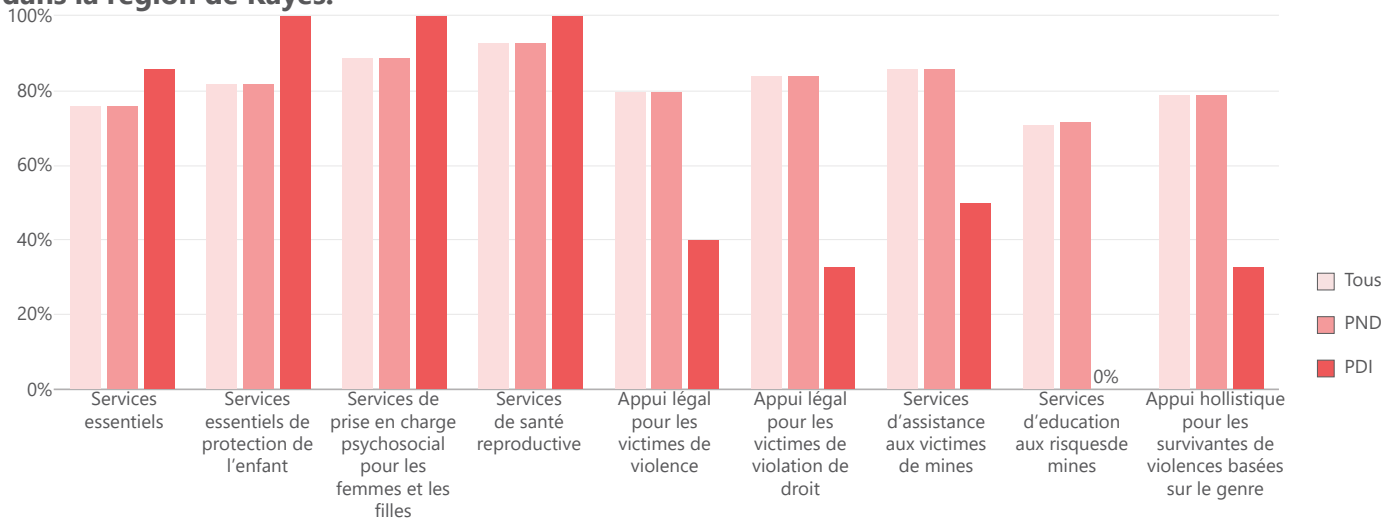
Figure 4: Connaissances des services essentiels de protection des ménages dans la région de Kayes*.



Dans la région de Kayes, les raisons expliquant le manque d'accès aux services essentiels de protection le plus souvent evoquées par les ménages **PDI** qui déclaraient ne pas y avoir accès étaient la distance à parcourir (77%) et les raisons financières (54%).

**Plusieurs réponses possibles.*

Figure 5: Accès aux services essentiels de protection des ménages ayant connaissance de ces services dans la région de Kayes.

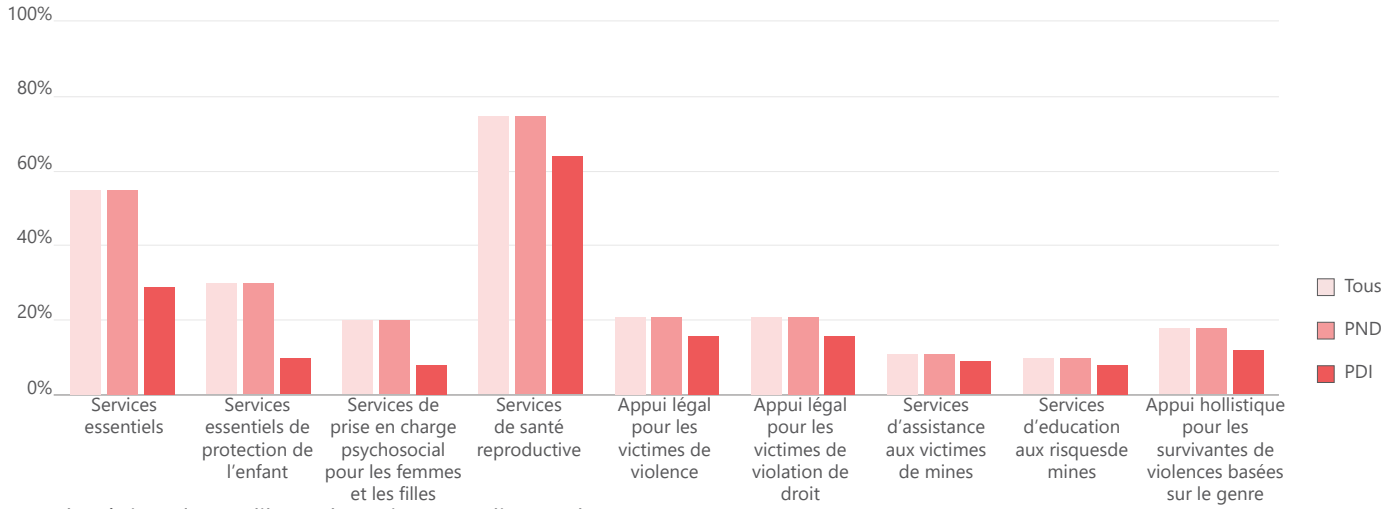


Protection dans la région de Koulikoro

Dans la région de Koulikoro, 83% des ménages PND rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 23% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Dans la région de Koulikoro, 56% des ménages PDI rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 50% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Figure 6: Connaissances des services essentiels de protection par des ménages dans la région de Koulikoro*.



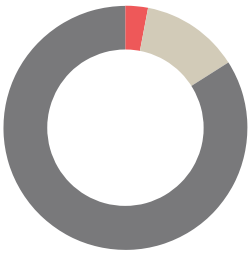
Dans la région de Koulikoro, les raisons expliquant le manque d'accès aux services essentiels de protection le plus souvent evoquées par les ménages **PND** qui déclaraient ne pas y avoir accès étaient les raisons financières (58%) et la distance à parcourir (46%).

Plusieurs réponses possibles.

Dans la région de Koulikoro, les raisons expliquant le manque d'accès aux services essentiels de protection le plus souvent evoquées par les ménages **PDI** qui déclaraient ne pas y avoir accès étaient les raisons financières (64%).

Protection dans la région de Sikasso

Figure 7: Restrictions de mouvements au cours des 3 derniers mois précédant la collecte*.

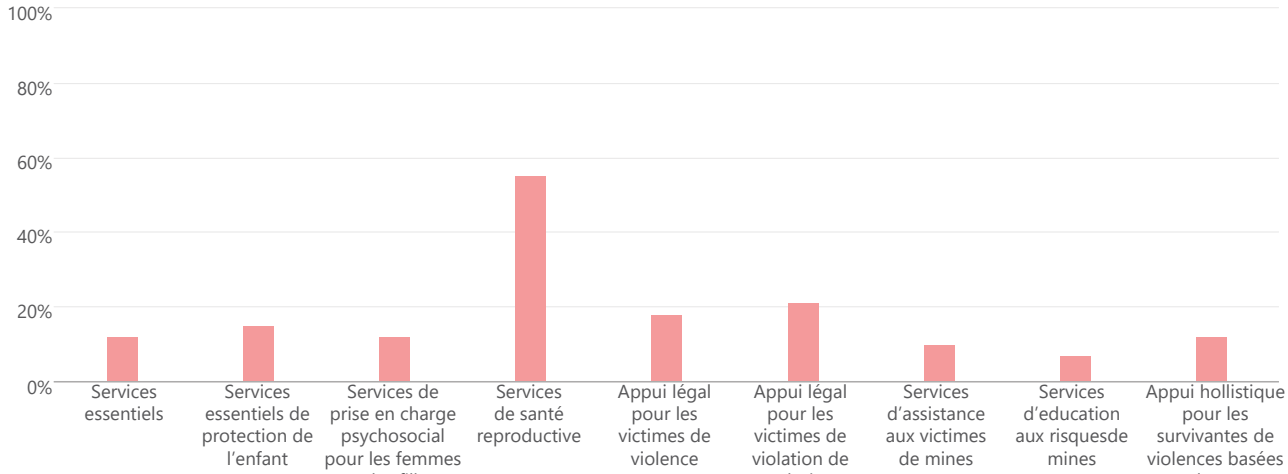


Les restrictions de mouvements les plus importantes ont été observées entre les localités, d'après les ménages interrogés.

3% Oui
13% Personne n'a essayé de se déplacer
84% Non

Dans la région de Sikasso, 92% des ménages rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 17% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Figure 8: Connaissances des services essentiels de protection des ménages dans la région de Sikasso.



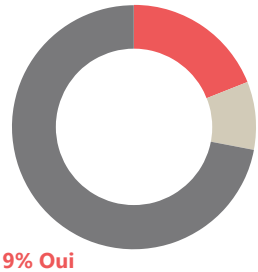
Dans la région de Sikasso, les raisons expliquant le manque d'accès aux services essentiels de protection le plus souvent evoquées par les ménages **PND** qui déclaraient ne pas y avoir accès étaient la distance à parcourir (73%) et les raisons financières (45%).

Plusieurs réponses possibles.

Protection dans la région de Ségou

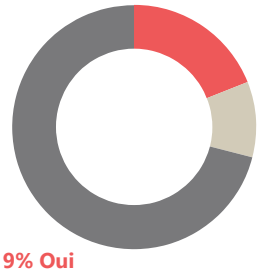
Figure 9: Restrictions de mouvements au cours des 3 derniers mois précédant la collecte.

Tous



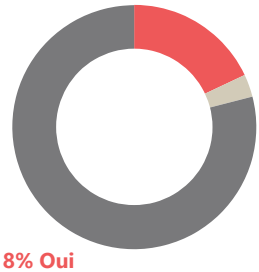
19% Oui
9% Personne n'a essayé de se déplacer
72% Non

PND



19% Oui
10% Personne n'a essayé de se déplacer
71% Non

PDI



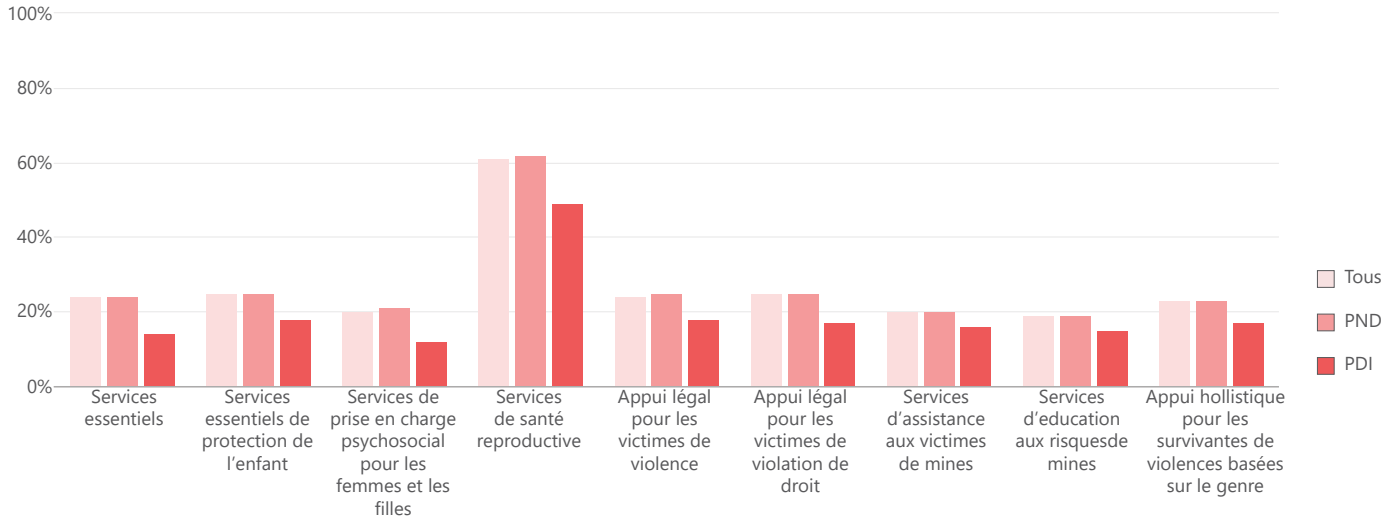
18% Oui
3% Personne n'a essayé de se déplacer
79% Non

Les restrictions de mouvements les plus importantes ont été observées entre les localités, d'après les ménages interrogés.

Dans la région de Ségou, 75% des ménages PND rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 28% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Dans la région de Ségou, 47% des ménages PDI rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 48% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Figure 10: Connaissances des services essentiels de protection des ménages dans la région de Ségou*.



Dans la région de Ségou, les raisons expliquant le manque d'accès aux services essentiels de protection le plus souvent evoquées par les ménages **PND** qui déclaraient ne pas y avoir accès étaient la distance à parcourir (57%) et les raisons financières (21%).

Dans la région de Ségou, les raisons expliquant le manque d'accès aux services essentiels de protection le plus souvent evoquées par les ménages **PDI** qui déclaraient ne pas y avoir accès étaient les raisons financières et la distance à parcourir (42%).

Dans la région de Ségou, **seuls 24% des ménages déclaraient avoir connaissance des services essentiels de protection** au moment de la collecte de données.

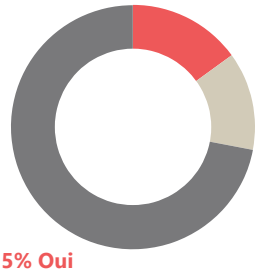
Parmi les ménages qui connaissaient les services de protection, la majorité n'a eu aucun problème (85%) pour y accéder et les ont décrits comme fonctionnels (96%).

**Plusieurs réponses possibles.*

Protection dans la région de Mopti

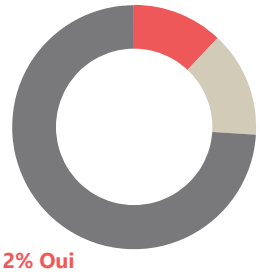
Figure 11: Restrictions de mouvements au cours des 3 derniers mois précédant la collecte.

Tous



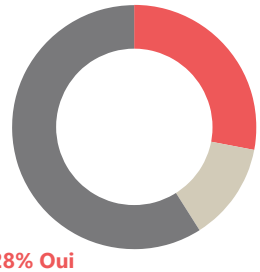
15% Oui
13% Personne n'a essayé de se déplacer
72% Non

PND



12% Oui
14% Personne n'a essayé de se déplacer
74% Non

PDI



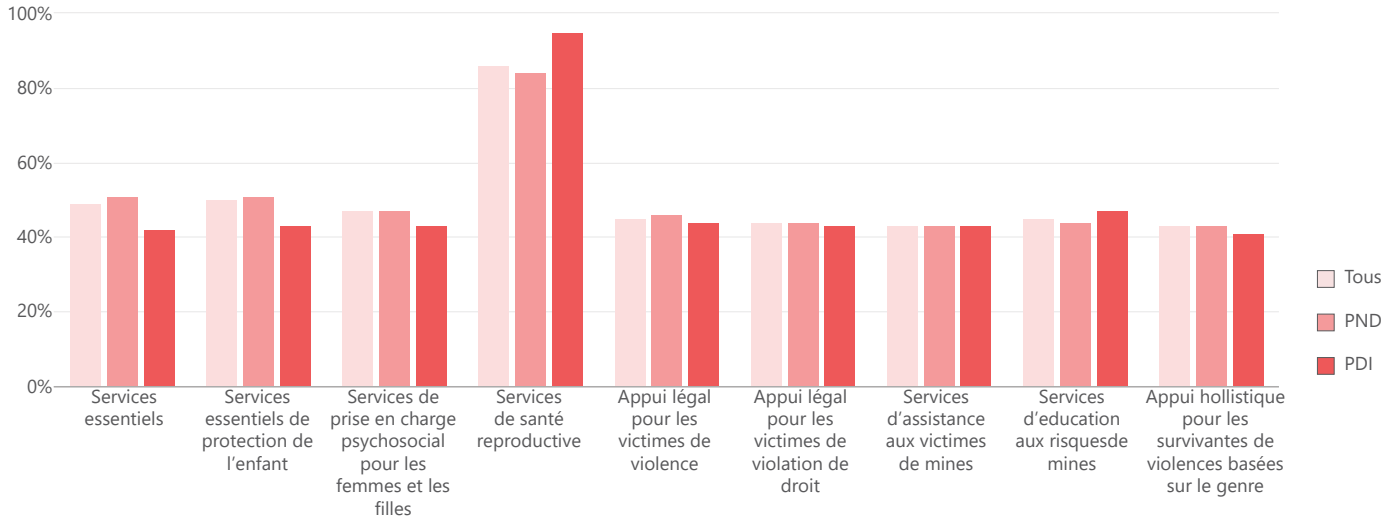
28% Oui
13% Personne n'a essayé de se déplacer
59% Non

Les restrictions de mouvements les plus importantes ont été observées entre les communes, d'après les ménages interrogés.

Dans la région de Mopti, 86% des ménages PND rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 51% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Dans la région de Mopti, 73% des ménages PDI rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 87% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Figure 12: Connaissances des services essentiels de protection des ménages dans la région de Mopti*.



Dans la région de Mopti, les raisons expliquant le manque d'accès aux services essentiels de protection le plus souvent evoquées par les ménages **PND** qui déclaraient ne pas y avoir accès étaient la distance à parcourir et les raisons financières (58%).

Dans la région de Mopti, les raisons expliquant le manque d'accès aux services essentiels de protection le plus souvent evoquées par les ménages **PDI** qui déclaraient ne pas y avoir accès étaient les raisons financières (69%) et la distance à parcourir (49%).

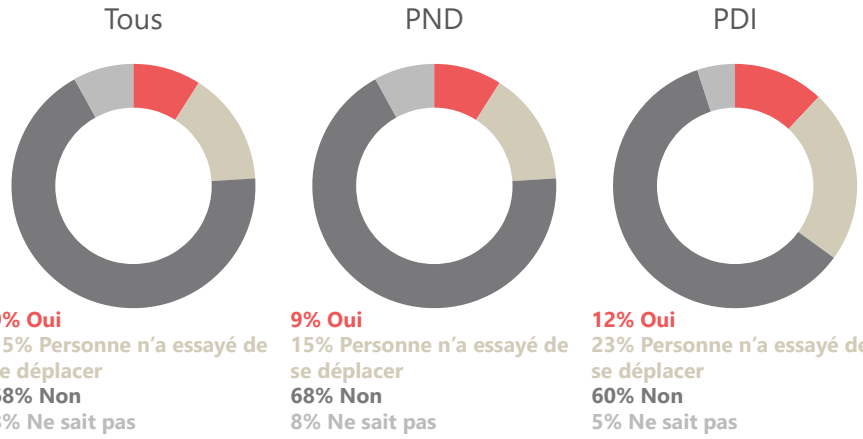
Dans la région de Mopti, **seuls 49% des ménages déclaraient avoir connaissance des services essentiels de protection** au moment de la collecte de données.

Parmi les ménages qui connaissaient les services de protection, la majorité n'a eu aucun problème (95%) pour y accéder et les ont décrits comme fonctionnels (99%).

**Plusieurs réponses possibles.*

Protection dans la région de Tombouctou

Figure 13: Restrictions de mouvements au cours des 3 derniers mois précédant la collecte.

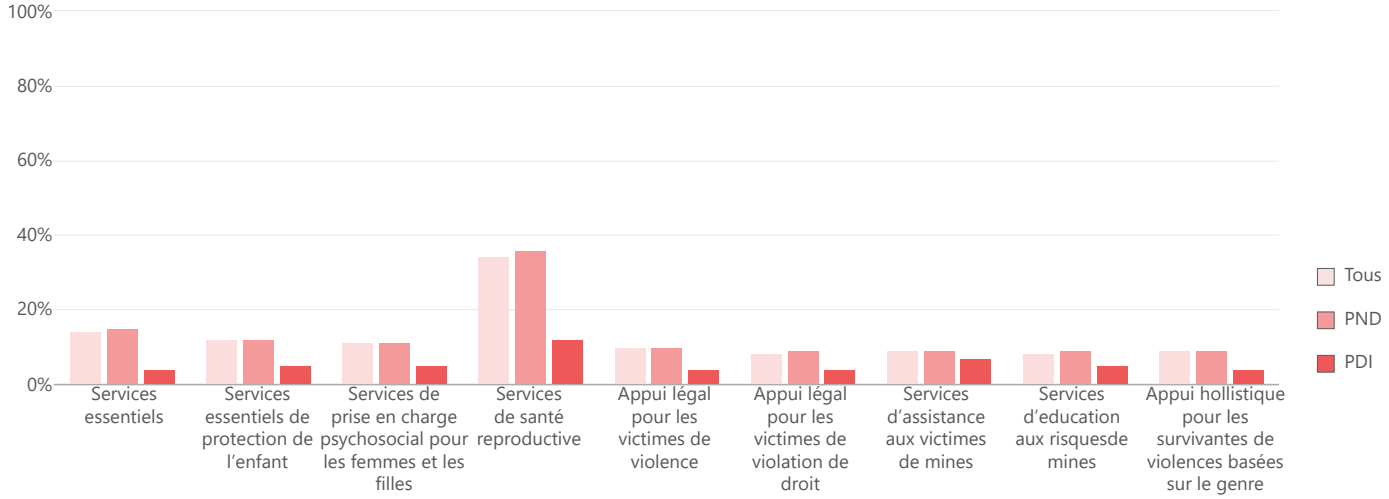


Les restrictions de mouvements les plus importantes ont été observées entre les communes pour les PDI et entre les localités pour les PND, , d'après les ménages interrogés.

Dans la région de Tombouctou, 45% des ménages PND rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 29% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Dans la région de Tombouctou, 28% des ménages PDI rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 32% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Figure 14: Connaissances des services essentiels de protection des ménages dans la région de Tombouctou*.

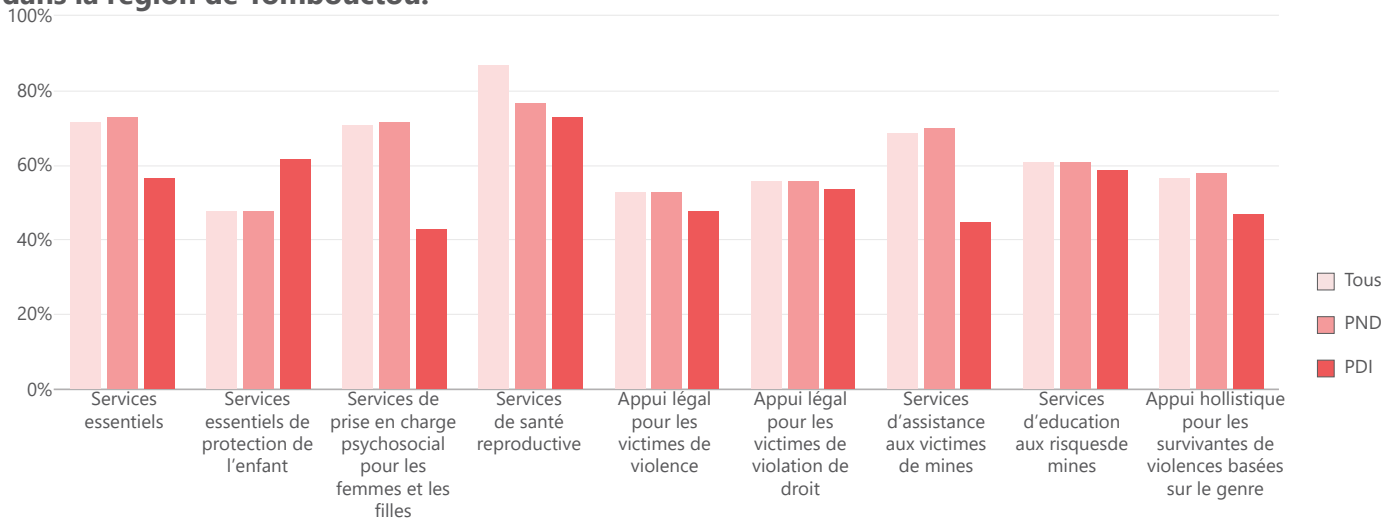


Dans la région de Tombouctou, les raisons expliquant le manque d'accès aux services essentiels de protection le plus souvent evoquées par les ménages **PND** qui déclaraient ne pas y avoir accès étaient les raisons financières (48%) et la distance à parcourir (20%).

Dans la région de Tombouctou, les raisons expliquant le manque d'accès aux services essentiels de protection le plus souvent evoquées par les ménages **PDI** qui déclaraient ne pas y avoir accès étaient la distance à parcourir (27%) et l'insécurité sur la route (18%).

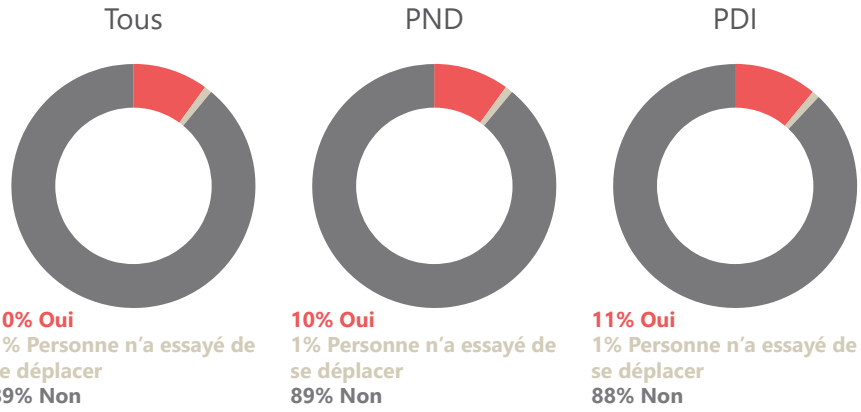
**Plusieurs réponses possibles.*

Figure 15: Accès aux services essentiels de protection des ménages ayant connaissance de ces services dans la région de Tombouctou.



Protection dans la région de Gao

Figure 16: Restrictions de mouvements au cours des 3 derniers mois précédant la collecte.

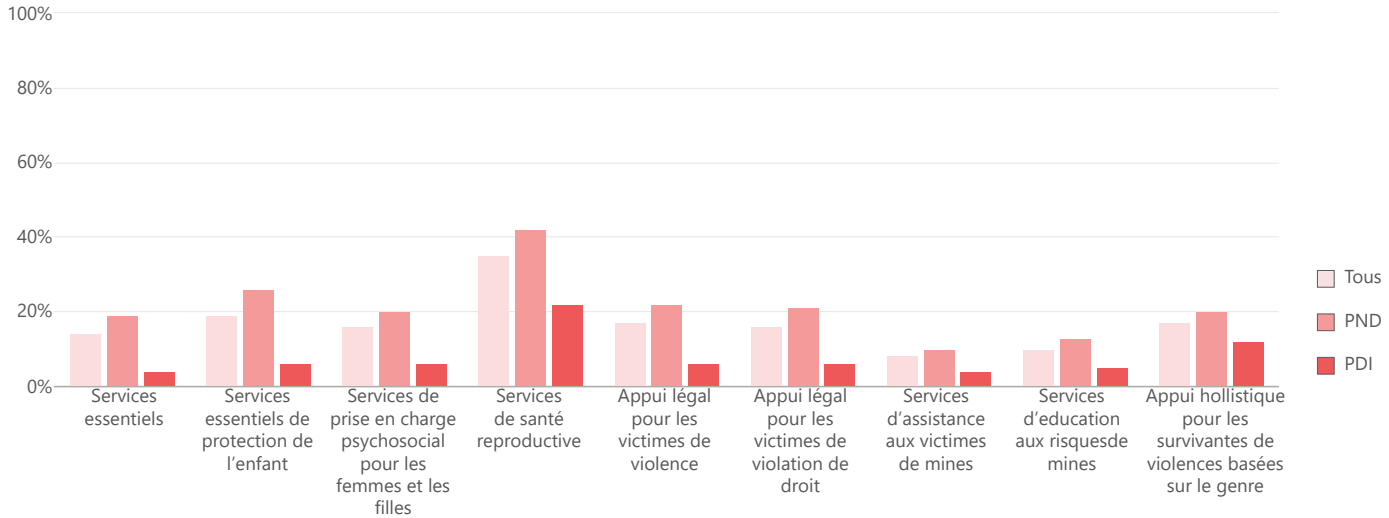


Les restrictions de mouvements les plus importantes ont été observées entre les communes, d'après les ménages interrogés.

Dans la région de Gao, 69% des ménages PND rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 50% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Dans la région de Gao, 47% des ménages PDI rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 78% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Figure 17: Connaissances des services essentiels de protection des ménages dans la région de Gao*.

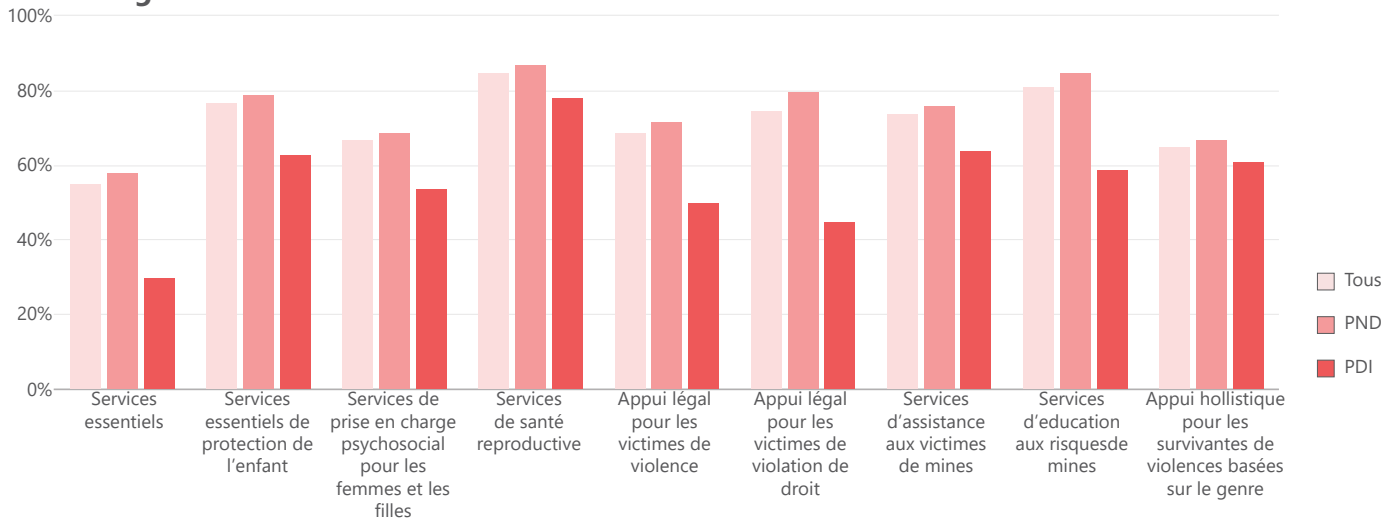


Dans la région de Gao, les raisons expliquant le manque d'accès aux services essentiels de protection le plus souvent evoquées par les ménages **PND** qui déclaraient ne pas y avoir accès étaient la distance à parcourir (55%) et les raisons financières (39%).

Dans la région de Gao, les raisons expliquant le manque d'accès aux services essentiels de protection le plus souvent evoquées par les ménages **PDI** qui déclaraient ne pas y avoir accès étaient la distance à parcourir (78%) et les raisons financières (22%).

**Plusieurs réponses possibles.*

Figure 18: Accès aux services essentiels de protection des ménages ayant connaissance de ces services dans la région de Gao.

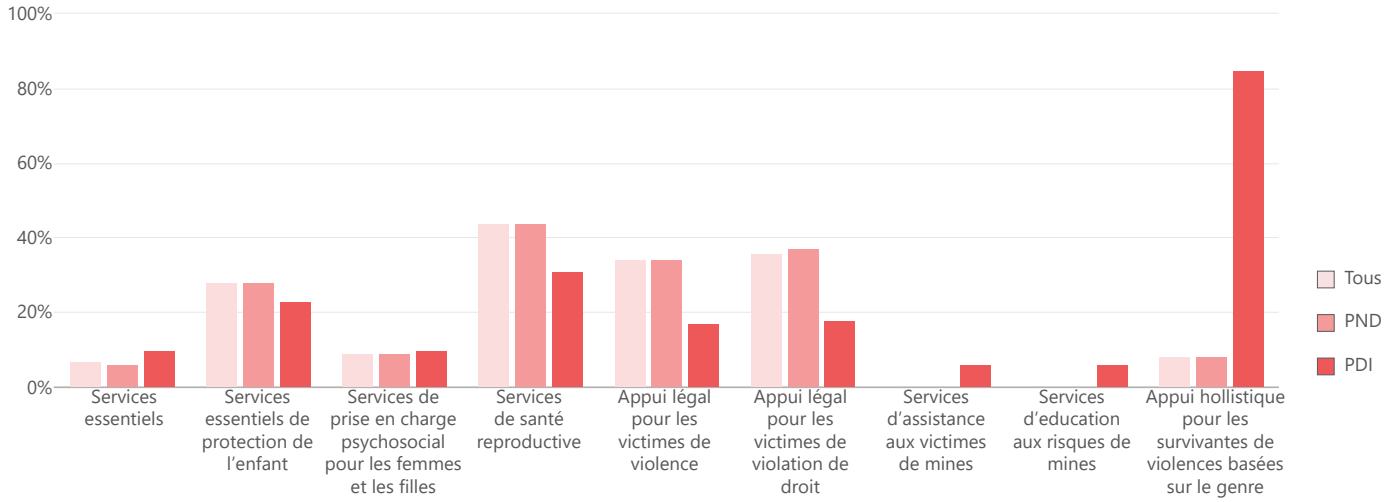


Protection dans la région de Bamako

Dans la région de Bamako, 93% des ménages PND rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 100% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Dans la région de Bamako, 41% des ménages PDI rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 50% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Figure 19: Connaissances des services essentiels de protection des ménages dans la région de Bamako*.



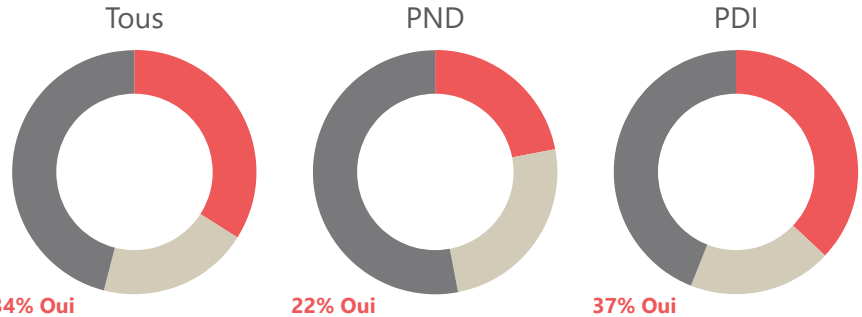
Dans la région de Bamako, **seuls 7% des ménages déclaraient avoir connaissance des services essentiels de protection** au moment de la collecte de données.

Parmi les ménages qui connaissaient les services de protection, la majorité n'a eu aucun problème (79%) pour y accéder et les ont décrits comme fonctionnels (100%).

**Plusieurs réponses possibles.*

Protection dans la région de Ménaka

Figure 20: Restrictions de mouvements au cours des 3 derniers mois précédant la collecte.



34% Oui
20% Personne n'a essayé de se déplacer
46% Non

22% Oui
25% Personne n'a essayé de se déplacer
53% Non

37% Oui
19% Personne n'a essayé de se déplacer
44% Non

Les restrictions de mouvements les plus importantes ont été observées entre les communes, d'après les ménages interrogés.

Dans la région de Ménaka, 31% des ménages PND rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 31% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Dans la région de Ménaka, 37% des ménages PDI rapportaient que tous les membres du ménage étaient en possession d'un document d'identité. Parmi les ménages où au moins un membre n'en possédait pas, 46% n'étaient pas en mesure d'en obtenir.

Connaissances des services essentiels de protection par des ménages dans la région de Ménaka.

Ménaka etait la région où les membres du ménage avaient une meilleure **connaissance des services de protection** au moment de la collecte de données, notamment les services de santé reproductive (80% des ménages PND et 96% des ménages PDI) et les services d'assistance aux victimes de mines (70% des ménages PND et 94% des ménages PDI). Cependant, les services de protection que les membres du ménage PND ont déclaré connaître le moins bien ont été les services d'éducation sur les engins explosifs et risques de mines (58%) et les services essentiels de protection de l'enfant (63%).
Parmi les ménages qui connaissaient les services de protection, la majorité n'a eu aucun problème (96%) pour y accéder et les ont décrits comme fonctionnels (99%).

Dans la région de Ménaka, les raisons expliquant le manque d'accès aux services essentiels de protection le plus souvent evoquées par les ménages **PND** qui déclaraient ne pas y avoir accès étaient la distance à parcourir et les raisons financières (38%).

Dans la région de Ménaka, les raisons expliquant le manque d'accès aux services essentiels de protection le plus souvent evoquées par les ménages **PDI** qui déclaraient ne pas y avoir accès étaient les raisons financières (86%) et l'insécurité sur la route (14%).

APERÇU DE LA MÉTHODOLOGIE

La MSNA est une évaluation nationale visant à recueillir des données sur les besoins des ménages. Elle est menée auprès des ménages, en personne, dans les zones accessibles du Mali[3]. Les collectes de 2023 ont eu lieu entre le **10 juillet et le 26 octobre**. Les données sont représentatives au niveau du cercle pour les ménages des personnes déplacées internes (PDI) et des personnes non déplacées (PND), avec un niveau de précision de 95/10 (intervalle de confiance : 95%, marge d'erreur : 10%). Au total, **9171 enquêtes** ont été réalisées pour la MSNA. Donc, 6236 Ménages non déplacés et 2935 Ménages PDI.

Des données représentatives signifient que nous pouvons affirmer, avec un niveau de confiance statistique, que les conclusions de notre échantillon pourraient refléter la réalité des besoins de la population, à interpréter dans le cadre de l'intervalle de confiance et de la marge d'erreur.

La MSNA soutient la planification humanitaire nationale et la priorisation grâce au Cycle de Programmation Humanitaire (HPC), à l'Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO) et au Plan de Réponse Humanitaire (HRP).

La méthodologie détaillée est disponible dans les Termes de Référence et dans la Note méthodologique.

NOTES DE FIN

PAGE 1

[1] USAID, Aperçu de l'assistance au Mali - Août 2023

[2] OCHA, Mali, Plan de réponse humanitaire 2023, Février 2023

PAGE 10

[3]Les cercles de Nara, d'Inékar et d'Anderamboukane ont été exclus de l'échantillonnage pour des raisons sécuritaires. Aucune collecte de données n'a été possible dans le cercle de Tidermene et dans tous les cercles de la région de Kidal en raison de la volatilité de la situation sécuritaire.

À PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

REACH Informing more effective humanitarian action